Europe

Élections allemandes : l'extrême droite en tête dans le Mecklembourg, la gauche gagnante à Berlin

Les deux scrutins régionaux outre-Rhin dimanche 20 septembre ont donné des résultats contrastés. Un point commun : la déroute de la droite, qui enregistre dans le Mecklembourg le plus mauvais score de son histoire. Le chancelier Friedrich Merz, sous pression, a indiqué dimanche soir qu'il resterait en poste.

Amélie Poinssot

20 septembre 2026 à 21h06

L'image est double, à l'instar des résultats. Au QG d'Alternative für Deutschland (AfD, extrême droite), la tête de liste du parti pour le land du Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, Leif-Erik Holm, se félicite, quelques minutes après la diffusion des premiers sondages de sortie des urnes : « *C'est une soirée merveilleuse pour l'AfD* [...] *Nous avons fait un travail immense pour la démocratie.* »

Écouter l'article :

Derrière lui, sur les images retransmises sur grand écran par la télévision allemande ARD, on aperçoit Elif Eralp, la tête de liste de Die Linke (« la gauche ») à Berlin, rayonnante au milieu de l'explosion de joie dans son QG de la capitale. « *Chères Berlinoises et Berlinois, je vous remercie pour votre confiance* [...], a déclaré la femme politique. *Dans notre ville, l'amour et la justice ont triomphé de la haine, et ce message résonne à travers le monde !* »

L'un comme l'autre ont, de fait, de quoi revendiquer la victoire, à l'issue du scrutin régional qui se tenait dans deux länder allemands dimanche 20 septembre.

Leif-Erik Holm (à gauche), candidat de l'AfD au poste de ministre-président et Enrico Schult (à droite), candidat de l'AfD en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale le 20 septembre 2026 à Schwerin. © Photo Jens Büttner / dpa / Sipa

L'AfD, dans la foulée de son score historique en Saxe-Anhalt le 6 septembre, est arrivée en tête dans le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, land de l'ex-RDA frontalier de la Pologne, qui s'étale le long de la Baltique. Avec près de 38 % des voix, selon les estimations provisoires des télévisions allemandes ZDF et ARD dimanche soir, elle a plus que doublé son score de 2021, date des dernières élections dans ce land, ce qui donnerait, en projection des voix, 27 sièges au parlement régional qui en compte 71.

Elle souffle ainsi la première place au SPD (Sozialdemokratische Partei Deutschlands, sociaux-démocrates), lequel obtiendrait un score de plus de 35 % des voix, en très léger recul par rapport à 2021. Die Linke, son partenaire dans la coalition actuellement à la tête de la région, arrive loin derrière, avec un score similaire à celui de 2021 – près de 7 % des voix –, tandis que la CDU (Christlich Demokratische Union Deutschlands, droite) est sur le fil avec seulement 5 % des suffrages, soit le seuil pour se maintenir au parlement. Les résultats définitifs seront donc déterminants. C'est son plus mauvais résultat dans l'histoire de la République fédérale.

Comme dans un jeu de miroirs, les résultats berlinois donnent une tout autre configuration. Pour la première fois dans l'histoire de la capitale allemande, la gauche radicale arrive nettement en tête et se retrouve en

position de pouvoir gouverner. Die Linke a récolté plus de 25 % des voix ; elle double son score par rapport aux dernières élections régionales qui, à Berlin, s'étaient tenues en 2023, et devrait avoir une quarantaine de représentant·es sur les 150 que compte le parlement de la ville-État.

Si la CDU n'est pas dans le même état que dans le Mecklembourg, avec près de 20 % des suffrages, elle enregistre cependant là aussi une cuisante défaite : un recul de plus de 8 points. L'AfD progresse également, mais de façon plus contenue (environ 15 %, + 6 points). Le SPD et Die Grünen (« les verts ») enregistrent également des reculs, avec respectivement 12 % et 15 % des voix, soit pour chacun une fourchette tournant autour d'une vingtaine de sièges dans le futur parlement.

Une coalition rouge-rouge-vert se profile déjà, l'addition des sièges lui donnant la majorité absolue. C'est une situation qui s'était présentée dans le Berlin-Ouest des années 1980, mais qui est inédite dans l'histoire de Berlin réunifié. Une page se tourne pour la capitale de la première économie européenne, d'autant plus que ce sera la gauche radicale qui aura la main, et que des réformes importantes ont été promises pendant la campagne d'Elif Eralp.

Elif Eralp (au centre) lors de la soirée électorale du parti Die Linke après les résultats des élections régionales à Berlin (Allemagne) le 20 septembre 2026. © Photo Jens Schlueter / AFP

Cette femme issue de l'immigration (ses parents, syndicalistes turcs, ont fui leur pays à la suite du coup d'État de 1980) a mené une campagne tambour battant contre la spéculation immobilière. Se disant très inspirée par Zohran Mamdani, qui a remporté, l'an dernier, les élections municipales à New York en mettant en avant la question du logement, elle a promis, entre autres, un plafonnement des loyers et le rachat par la mairie du parc locatif des gros groupes immobiliers, à 40 % au-dessous du prix du marché.

Une réponse visiblement entendue par la population berlinoise confrontée à des difficultés croissantes ces dernières années pour se loger dans une ville pourtant restée longtemps parmi les capitales les plus abordables du continent européen.

Un fossé qui se creuse

La lecture des résultats est en revanche moins claire dans le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, où l'AfD reste très loin de la majorité et ne pourra trouver d'allié pour gouverner. La ministre-présidente sortante, la socialiste Manuela Schwesig, a reconnu que c'étaient *« les élections régionales les plus difficiles »* qu'elle avait connues et a assuré qu'elles se terminaient par *« un succès »*.

Certes, le total des voix à gauche pourrait, comme à Berlin, donner une coalition rouge-rouge-vert. Mais si c'est le cas, ce serait sur le fil. Dimanche soir, la projection en sièges ne donnait pas une majorité. Reste à savoir, enfin, ce que fera le BSW, le parti de Sahra Wagenknecht issu d'une scission avec Die Linke, qui dépassait, dans les estimations, le seuil des 5 %.

Entre la capitale et le land rural de l'ex-RDA, le fossé s'est donc creusé ce dimanche. Les deux länder étaient déjà loin l'un de l'autre en termes de niveau de vie, de ressources économiques, d'itinéraire depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, même si, depuis 1990, les trajectoires s'étaient rapprochées. Désormais, ce sont les comportements électoraux qui trahissent de profondes divergences entre les deux régions.

On retrouve toutefois dans ce scrutin deux points communs : la progression de l'extrême droite, après une première victoire spectaculaire en Saxe-Anhalt, et la déroute des conservateurs, même si l'une comme l'autre sont moins spectaculaires à Berlin que dans le Mecklembourg. Le mauvais résultat de la CDU, qui gouverne le pays au niveau fédéral dans une coalition avec le SPD, n'est pas une surprise – il était attendu, et c'est pourquoi le chancelier Friedrich Merz se trouvait ces dernières semaines en sursis.

Le chef de la CDU, cependant, a balayé l'éventualité de son départ dès dimanche soir, défendant, au siège du parti, la maison Konrad-Adenauer à Berlin, le bilan de son exécutif. *« Ces réformes sont indispensables*, a-t-il assuré. *Bien sûr, cela nous place tous dans une situation difficile. Mais nous assumons cette responsabilité. J'assume cette responsabilité* [...]. *Ce qu'il faut faire maintenant exige du courage, de la fermeté et de la patience. »* Il fera preuve de ces qualités *« en tant que président de la CDU et, surtout, en tant que chancelier fédéral »* a-t-il fini par déclarer, dans un silence glacial.

Amélie Poinssot

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Carine Fouteau